

**LA CONTRIBUTION DE L'ARTISANAT COMME RESSOURCE  
TERRITORIALE A LA CRÉATION D'EMPLOIS EN ALGÉRIE**  
**The contribution of handcrafts as a territorial resource to the creation of  
employments in algeria**

**TALEB Nacer<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Maître de conférences, Université de Bejaia. Algérie, Email : [taleb.nacer@gmail.com](mailto:taleb.nacer@gmail.com)

Date de réception : 02/06/2023

Date d'acceptation : 23/06/2023

Date de publication : 10/07/2023

---

**Résumé :**

Cette communication rend compte d'un travail de recherche en cours portant sur la contribution du secteur de l'artisanat à l'emploi. À partir de données statistiques rendues publiques par les organismes d'aide à la création d'entreprises (ANDI, ANSEJ, ANGEM, CNAC, etc.) nous montrons que le secteur de l'artisanat, entendu au sens large, est le principal secteur créateur d'entreprises et d'emplois. De surcroît, le coût de création d'un emploi dans le secteur de l'artisanat est le moins comparativement à tous les secteurs.

Ainsi, L'artisanat, secteur très ancré territorialement, qui a été jusqu'ici sous-estimé par les pouvoirs publics pour son supposé archaïsme au profit de l'industrie lourde, considéré comme vecteur de la modernité, s'avère un secteur dynamique à la fois en termes de création d'entreprises, d'emplois et, probablement aussi, en termes de valeur ajoutée.

**Mots clés :** Artisanat ; Algérie ; dispositifs de création d'entreprises ; emplois; ressource territoriale.

**Jel classification codes :** C82; J23 ;O55.

**Abstract:**

This paper is part of an ongoing research on the craft sector's contribution to employment. Using data made available by different entrepreneurship promoting agencies (ANDI, ANADE, ANGEM, CNAC, etc.), we show that craftsmanship appears as the main enterprises and job creating activity. In addition, job offer in the craft sector requires less investment than in the rest of the economy.

To sum up, public authorities have decided to promote heavy industry supposed to be conducive to modernity and snubbed crafts activities because of their supposed archaism. Yet, with their large territorial anchorage, these activities are proving to be very dynamic not only in terms of job and small businesses creation but probably also in terms of value added.

**Key words:** handcrafts; Algeria; entrepreneurship promoting agencies; employments.

**Jel classification codes :** C82; J23 ;O55.

---

**Auteur correspondant:** TALEB Nacer, [taleb.nacer@gmail.com](mailto:taleb.nacer@gmail.com)

## 1. Introduction

L'Algérie, à l'instar de beaucoup de pays, vit une conjoncture économique et sociale post-covid conjuguée à une crise internationale aiguë marquée par les conflits qui impactent directement le fonctionnement de la vie socio-économique. Cette conjoncture est marquée par des perspectives de croissance révisées souvent à la baisse par les institutions économiques internationales, une crise énergétique sans précédent, le retour de l'inflation, la détérioration des relations internationales et la remontée du chômage. Le taux de chômage, qui était de 10,5 en 2014, est passé à 11,4 en 2019, selon « l'enquête activité, emploi et chômage » de l'ONS. Entre 2019 et aujourd'hui, la situation a dû se détériorer davantage étant donnée la conjoncture qui a émaillé la période.

Pour venir à bout de cet épineux problème, l'État a organisé de nombreux séminaires et rencontres d'experts et créé plusieurs institutions (Cellule Nationale d'Animation et d'Évaluation des Programmes de Promotion de l'Emploi au sein du Ministère de l'Emploi et de la Solidarité Nationale, Observatoire National de l'Emploi...) pour approfondir la réflexion sur les possibilités de ramener le sous-emploi à un niveau acceptable. Il introduit en parallèle des dispositifs de promotion de l'emploi en direction de pratiquement toutes les catégories de chômeurs. Ainsi, la CNAC propose à ses allocataires une aide à l'auto-emploi et au travail indépendant, l'ANGEM gère un programme de microcrédit en faveur des travailleurs de l'informel, des femmes au foyer et autres, l'administration et le secteur économique apportent leur contribution à l'insertion directe des diplômés à travers des contrats à durée déterminée, les jeunes sans-qualifications se voient proposer une intégration dans des programmes de travaux d'intérêt général, les mécanismes de l'ANSEJ et de la CNAC cherchent à promouvoir l'entrepreneuriat parmi les jeunes et les travailleurs licenciés pour raisons économiques. Enfin, en désespoir de cause, l'État a instauré récemment une allocation chômage avec des conditions très restrictives pour les bénéficiaires.

Ces différents dispositifs n'ont pas produit les résultats escomptés et le niveau du sous-emploi demeure toujours élevé (plus de 12,3% au mois d'avril 2017). Le chômage sévit même très durement parmi les catégories vulnérables que sont les jeunes (29,7% parmi les 16-24 ans) et les femmes (20,5%) malgré un taux de participation féminin des plus faibles au monde (17,4% contre 66,3% pour les hommes). La montée du chômage des diplômés universitaires est devenue particulièrement inquiétante depuis quelques années (31,5 % contre 8,7% pour les personnes sans diplôme) [ONS, 2019]. Cette inefficacité de la politique de lutte contre le chômage s'explique par la nature des emplois proposés dans le cadre des différents mécanismes.

Le souci premier des autorités publiques semble être de réduire le nombre de sans-emploi et d'améliorer les chiffres du chômage par n'importe quel moyen<sup>1</sup>. A titre d'illustration, les activités initiées par les jeunes génèrent peu de richesses et contribuent rarement à la satisfaction des besoins de la population. De même, les dizaines de milliers de contrats à durée déterminée

---

<sup>1</sup> L'État a tenté d'éloigner certains demandeurs d'emploi du marché du travail à travers des offres de départs volontaires, retraite anticipée entre autres.

proposés pour occuper les chômeurs et justifier leur rémunération sont des emplois stériles qui n'ont pas vocation à s'auto-entretenir et qui n'existeraient pas de ce fait, sans les subventions de

l'État aux organismes employeurs. Pendant ce temps, des secteurs tels que l'artisanat, le tourisme et la pêche qui constituent de véritables gisements d'emplois, si on leur accorde l'intérêt qu'ils méritent, sont négligés pour ne pas dire ignorés, à la fois par les pouvoirs publics et les investisseurs. Pourtant, comme le rappelle M. S. Musette (2014), les pouvoirs publics ont clairement opté pour une approche économique pour la résolution du problème du chômage par l'appui à l'investissement, la formation de la main-d'œuvre et le développement de l'esprit d'entreprise.

Dans le présent travail, nous avons choisi de nous intéresser à la contribution que peut apporter l'artisanat à la lutte contre le chômage. Ce secteur est intéressant dans la mesure où il fait usage davantage des ressources et savoirs locaux, en sus de son potentiel de création d'emplois. Enfin, les créations d'emplois dans ce secteur en très économes en ressources financières, ce qui est d'importance en conjoncture de crise économique.

L'approche adoptée est une approche essentiellement empirique. Elle se base à la fois sur les conclusions d'un travail de recherche que nous avons mené et dont les résultats ont été publiés par le CREAD et un travail de recherche, en cours, qui a commencé par un traitement de données statistiques issues des principaux dispositifs institutionnels de soutien à l'entrepreneuriat et à la création d'activités. Ces données sont incomplètes, car elles ne cernent pas le secteur informel très présent dans l'artisanat. Par ailleurs, signe qui ne trompe pas sur l'intérêt accordé à ce secteur, ce dernier ne figure pas dans les statistiques de l'office national des statistiques (ONS).

## **2. Intérêts socio-économiques de l'artisanat**

Le secteur de l'artisanat présente un certain intérêt en raison des attributs qui lui sont reconnus. A. Tehami (1979) un auteur qui a défendu un modèle de développement alternatif basé sur les industries légères (dites aussi) locales et les savoir-faire locaux au modèle « des industries industrialisantes » mis en œuvre en Algérie au lendemain de l'indépendance, reconnaît plusieurs utilités à ce secteur :

- Un secteur porteur des éléments de notre identité, de notre histoire et fait partie de notre patrimoine (c'est à ce titre qu'il figure dans les célébrations du mois du patrimoine) ;
- L'artisanat est le « géniteur » de la révolution industrielle au XVIII<sup>e</sup> siècle en Europe (thèse de la proto-industrialisation de F. Mendels, 1969) ;
- Certains pays ont prospéré grâce à leur artisanat, c'est le cas du Japon (rôle important de la céramique et de la porcelaine), de l'Inde et de la Chine (rôle des industries rurales) ;
- Le secteur de l'artisanat peut jouer le rôle de régulateur de dysfonctionnements économiques et sociaux et d'ajustements notamment sur le marché du travail et de l'emploi en symbiose avec le secteur du tourisme ;
- Le secteur de l'artisanat est un secteur porteur de savoir-faire, chaînon manquant à la maîtrise de notre « modèle » technologique (celui des industries lourdes) déconnecté des

---

savoir-faire locaux. Cette observation rejoint la **thèse de la technologie appropriée**, développée par Nicolas Jéquier (1976), selon laquelle il vaut mieux faire des choix

-techniques et technologiques adaptés aux capacités techniques du pays, ce qui favorise les processus d'apprentissage technologique ;

-Le secteur de l'artisanat constitue « un bastion » de formation des sociétés d'entrepreneurs et de donneurs d'ordre. Lors de notre travail<sup>2</sup> sur la localisation rurale des industries, nous avons noté que la plupart des industriels enquêtés avaient démarré leur entreprise dans des ateliers artisanaux où ils ont fait leur apprentissage à la fois technique et de gestionnaire.

-Enfin, certains économistes (PIORE et SABEL, 1984 ; PONDER, 2010), en se basant sur l'évolution économique, prévoient l'émergence d'un système de production post-industriel flexible, basé sur la qualité et la différenciation, la variété et les petites séries, proche du modèle artisanal.

Dans l'industrie spatiale, le design, l'agroalimentaire, la mode, etc., ce modèle est déjà en place. M. Dahmani (2017) écrit : « *l'artisanat est une donnée structurelle des activités structurelles d'un pays. Il est fortement diffus dans le tissu économique et social urbain et rural. Il contribue au développement local par ses diverses contributions à la création d'emplois, de richesses, de revenus en fixant les populations sur leur territoire ou du moins en limitant l'exode rural. Il perpétue les savoir-faire traditionnels, protège le patrimoine matériel et immatériel vivant. Il entretient les images territoriales et valorise les identités culturelles et esthétiques locales* ». Pour le même auteur, « *les savoir-faire et l'artisanat d'un territoire donné constituent des actifs patrimoniaux, un patrimoine local qualifié par ailleurs de capital social, économique, culturel, et identitaire susceptible de servir de soubassement au développement durable. Ce sont des ressources spécifiques construites par les générations passées, utilisées par les générations présentes et léguées aux futures générations* ». Il ajoute plus loin dans le même texte : « *les savoir-faire artisanaux constituent des atouts, des attractivités et des valeurs ajoutées des territoires destinés à développer ou à recevoir des activités touristiques ; ils constituent un avantage concurrentiel* ».

L'artisanat apparaît comme l'un des secteurs «moteurs» du dynamisme économique aussi bien dans les pays développés que ceux en développement. 1,3 million d'entreprises artisanales ; 3,1 millions d'actifs et 300 milliards de chiffre d'affaires en 2018<sup>3</sup>, voilà la contribution des activités artisanales à l'économie française, qui pourtant produit et exporte des voitures, des ordinateurs, des médicaments, des produits agricoles, ... De même, les activités artisanales constituent l'un des piliers de l'économie marocaine où elles emploient 2,3 millions de personnes (soit 20% de la population active), génère 7 à 8% du PIB et réalise un chiffre d'affaires de 2 milliards d'euros à l'exportation (TALEB, 2017). Ces deux exemples justifient que l'on s'intéresse sérieusement à

---

<sup>2</sup> N. TALEB, Espace rural et développement local. Dynamique de localisation des entreprises industrielles dans le milieu rural Bejaoui, Thèse de doctorat, Université Abderrahmane Mira-Bejaia, juillet 2013.

<sup>3</sup> Chiffres APCMA, avril 2018, cité in L'artisanat, moteur de l'économie française, <https://www.artisanat.fr/lartisanat/un-secteur-cle-de-leconomie>

ce secteur en Algérie où il doit apparaître parmi les activités ciblées par la relance de l'investissement étant donné le contexte actuel de raréfaction des ressources que vit le pays. Il

s'agit d'un impératif si l'on veut éviter une dégradation du marché du travail et une expansion de la pauvreté à court et moyen termes.

Jusqu'à présent, les activités artisanales ont été en quelque sorte snobées par les pouvoirs publics qui ne leur montrent un semblant d'intérêt qu'au moment des retournements défavorables du marché pétrolier qui les privent d'une source de revenus facile. Il est vrai que l'artisanat a bénéficié, comme tous les autres secteurs d'ailleurs, de réunions de réflexion et de plans de développement à moyen terme (Plan d'action 2003-2010, Assises nationales de l'artisanat tenues du 22 au 24 novembre 2009, séminaires régionaux en d'avril 2011, conférence nationale sur l'artisanat en juin 2011, Plan d'action pour le développement de l'artisanat 2020 lancé en 2011...). Mais souvent les mesures arrêtées/ décidées restent au stade d'intentions et ne se traduisent que très rarement en actions sur le terrain. Par ailleurs, les difficultés de l'artisanat sont traitées séparément et loin des secteurs qui se situent en amont et aval (formation professionnelle, tourisme, agriculture...) et des problèmes du pays (emploi, développement local, lutte contre la pauvreté...). Cette approche qui consiste à mettre en œuvre une stratégie de développement pour chaque secteur est vouée à l'échec, comme le montre la situation du tourisme qui a, lui aussi, bénéficié d'un Schéma Directeur d'Aménagement Touristique (SDAT) lancé en 2008, de l'agriculture malgré la mise en œuvre du Plan national de Développement Agricole et Rural (2001/2004), de l'industrie en dépit des différentes stratégies industrielles, pour ne citer que quelques exemples. Enfin, des contraintes sérieuses propres au secteur de l'artisanat ne sont pas prises en charge. A titre d'illustration, nous avons abouti dans un travail de recherche précédent<sup>4</sup> à deux grandes conclusions :

- la disjonction entre le secteur de l'artisanat et celui de la formation professionnelle, notamment sa division «apprentissage»: les artisans se plaignent souvent du manque d'apprentis ou du désintérêt des jeunes pour les métiers et le travail manuels de façon générale qui se traduit par le nomadisme et le turn-over des apprentis;

- la création d'activités artisanales est plus le fait de néo-artisans (entrepreneurs artisans), comme aime à les désigner M. Dahmani, que d'héritiers, continuateurs du métier familial (blocage du processus successoral dans la transmission des métiers), ce qui constitue un paradoxe par rapport à la période des corporatismes durant laquelle les métiers sont protégés par le système des corporations et les familles d'artisans.

Tous ces facteurs expliquent l'état de léthargie dans lequel est plongé l'artisanat algérien dont la contribution à l'économie du pays, en particulier à l'emploi, est très en deçà du potentiel de ce secteur ou par rapport à nos voisins marocains et tunisiens. Ainsi, selon le site du ministère de

---

4 Projet PNR 27/U06/3143 intitulé : « Le système de formation et la dynamique des entreprises artisanales dans la wilaya de Bejaia qui a donné lieu à la publication suivante : H. Ait Sidhoum-Taleb, N. Taleb, Y. Bellache (coord), 2017. Valorisation du patrimoine traditionnel, formation aux métiers de l'artisanat et développement local, Ed. CREAD, Alger ;

tutelle, à la fin 2014, on dénombrait 377 327 artisans, les trois types d'artisanat confondus (traditionnel, de production et de services) employant un effectif cumulé de 744 608 emplois (soit 3,82% de la population active). La contribution du secteur de l'artisanat au PIB en 2016 est estimée à 1,25 %. Quant aux exportations, elles sont dérisoires (1,077 million d'euros, en 2007) car les produits de l'artisanat s'exportent de façon indirecte, c'est-à-dire via les achats de touristes qui visitent notre pays.

**Tableau n°1: Performances du secteur de l'artisanat dans quelques pays méditerranéens**

<b>Pays (année)</b>	<b>Nombre d'artisans</b>	<b>Effectif des employés</b>	<b>Contribution au PIB (en %)</b>	<b>Montant des exportations (en millions d'euros)</b>
Algérie (2014)	377 327	744 608	1,6	1,077
Espagne (2014)	38 577 entreprises	?	0,33	?
France (2014)	628 966 (1 223 615) entreprises)	2 132 000	5,1	20 000
Maroc (2014)	405 000	2 500 000	8,6	37
Tunisie (2014)	137 135	350 000 à 400 000	4	240 (en dollars)

**Sources:** Données glanées sur divers sites officiels de l'artisanat de ces pays et de l'union européenne (Journal officiel des Communautés européennes n° C 158/66)

Cette situation n'est pas irréversible, et pour preuve, les données<sup>5</sup> relatives aux dispositifs de promotion de l'emploi par la création d'entreprises en Algérie montrent que l'artisanat dans ses trois segments (traditionnel, de production et de services), est l'un des secteurs qui contribue le plus à l'emploi en dépit des problèmes (manque de débouchés et les difficultés d'approvisionnement en matières premières, manque d'espaces de vente notamment) dont il souffre. A titre d'exemple, le dispositif ANSEJ a permis de financer 42 674 entreprises artisanales et générer 125 624 emplois depuis sa création jusqu'à juin 2017, ce qui correspond à 11,5% de l'ensemble des entreprises et 14,22% du total des emplois créés [MIM, 2017]. L'artisanat apparaît ainsi comme le deuxième secteur le plus prisé par les jeunes promoteurs.

La question qui se pose dans ces conditions est la suivante : Comment initier une véritable dynamique entrepreneuriale dans le secteur de l'artisanat afin de libérer/ exploiter son potentiel emploi ?

<sup>5</sup> Voir les séries statistiques de l'ONS et l'article de Yacine Laib et Rédha Benredjem (2017). Evaluation des méthodes de promotion de l'entrepreneuriat en Algérie in « La Revue des Sciences de Gestion » 2017/5 N° 287- pages 135 à 143 Consulté en ligne le 29 octobre 2019

Dans ce qui suit, nous essayerons de mesurer l'impact sur l'emploi de l'entrepreneuriat dans le secteur de l'artisanat à travers les dispositifs de soutien à la création d'entreprises les plus en vue. Nous ne présenterons pas ces dispositifs qui ont bénéficié de l'intérêt de beaucoup d'universitaires et de travaux étudiants, nous soulignons seulement le fait qu'on s'est rarement arrêté sur leurs impacts respectifs en terme de création d'emploi.

### 3. Contribution du secteur de l'artisanat à l'emploi dans le cadre des dispositifs publics d'aide à l'entrepreneuriat

#### 3.1. La création d'emplois dans le cadre de l'ANDI

Malgré le fait que l'ANDI (agence nationale de développement de l'investissement), devenue entre-temps Agence Algérienne de Promotion de l'Investissement) ne s'occupe que des investissements dépassant un certain seuil, le secteur de l'artisanat figure en bonne place devant l'agriculture mais avec un meilleur coût de création d'un emploi. Nous n'avons pas pu présenter des statistiques plus récentes de ce dispositif de soutien à l'investissement en raison du changement dans la nomenclature des secteurs d'activités qui ne présente plus l'activité artisanale en tant que telle mais noyée dans d'autres rubriques.

**Tableau n°2: Répartition des projets selon le secteur d'activité, les emplois créés et les montants d'investissements dans le cadre de l'ANDI (données cumulées au 30 /6/2014)**

Secteur d'activité	Nombre de projets financés	Part (en %)	Nombre d'emplois correspondants	Emplois créés en % du total	Montant des investissements (en millions de DA)	Part de l'investissement (en %)	Coût moyen d'un emploi créé (en millions de DA)
Services	93 383	30,1	222 148	29,4	291 703,86	31,5	1,3
Transport de voyageurs	18 750	6	43 268	5,7	45 898,69	4,9	1,1
<b>Artisanat</b>	<b>37 934</b>	<b>12,2</b>	<b>115 121</b>	<b>15,2</b>	<b>95 762,83</b>	<b>10,4</b>	<b>0,8</b>
Agriculture	37 711	12,1	92 563	12,2	120 780,87	13,1	1,3
Industrie	15 761	5,1	50 047	6,6	69 465,48	7,5	1,4
Bâtiments et travaux publics (BTP)	23 856	7,6	75 230	9,0	88 215,97	9,5	1,2
Professions libérales	6 671	2,1	15 411	2,0	12 599	1,4	0,8
Maintenance	6 474	2,1	1 602	2,1	14 322	1,5	0,9
Pêche	916	0,3	4 584	0,8	5 833,68	0,6	1,3
Hydraulique	500	0,2	1 932	0,3	2 967,68	0,3	1,5
Transport frigorifique	12 955	4,2	23 559	3,1	32 325,39	3,5	1,2
Total	311 876	100	756 072	100	925 136,76	100	1,22

Source : [Yassine Laib, Rédha Benredjem](#), Évaluation des méthodes de promotion de l'entrepreneuriat en Algérie, Revue des Sciences de Gestion 2017/5-6 (n°287-288), p. 138 et nos propres calculs

### 3.2. La création d'emplois dans le cadre du dispositif ANADE (ex-ANSEJ)

Ce dispositif d'aide à la création d'entreprises est le plus popularisé et a connu un relatif succès auprès des jeunes à qui il a ouvert les portes pas seulement de l'entrepreneuriat. Ce dispositif a été une conversion, en 1996, du Fonds d'Aide à l'Emploi de Jeunes (FAEJ) en Agence Nationale pour le Soutien à l'Emploi de Jeunes (ANSEJ). Sa conversion coïncidait avec le plan d'ajustement structurel signé avec le Fonds Monétaire international (FMI) dont l'application a fait bondir les chiffres du chômage. Son objectif était donc d'amortir le choc des réformes. Depuis, cette agence a connu une nouvelle transformation et devenue Agence Nationale d'Appui et de Développement de l'Entrepreneuriat (ANADE).

**Tableau n°3: Répartition des projets, des montants des investissements et des emplois créés dans le cadre de l'ANADE (ex-Ansej) (Données cumulées au 31 /12/2021)**

Secteur d'activité	Nombre de projets financés	Part du secteur en %	Nombre d'emplois correspondants	Part du secteur en emplois	Montant des investissements dans le secteur	Part du secteur en investissements	Coût moyen d'un emploi (en DA)
Agriculture	59 894	15	141 567	15	225 231 049 937	17,33	1 590 986
<b>Artisanat</b>	<b>43 663</b>	<b>11</b>	<b>127 638</b>	<b>13,5</b>	<b>112 368 363 963</b>	<b>8,65</b>	<b>880 368</b>
BTPH	36V162	9	104 505	11	140 807 307 625	10,83	1 347 374
Hydraulique	570	0,22	2 079	0,22	3 393 895 933	0,26	1 632 466
Industrie	30 348	8	86 216	9,12	148 335 635 733	11,41	1 720 512
Maintenance	11 395	3	26 105	2,7	32 471 485 197	2,5	1 243 880
Pêche	1 136	0,29	5 563	0,6	7 539 558 396	0,58	1 355 304
Profession libérale	13 055	3	29 237	3,09	37 138 891 715	2,86	1 270 270
Service	110 355	28	256 992	27,2	364 077 572 304	28,01	1 416 688
Transport frigorifique	13 390	3,4	24 138	2,56	33 799 593 882	2,6	1 400 265
Transport de marchandise	56 824	14,4	96 754	10,24	147 516 023 362	11,35	1 524 650
Transport de voyageurs	19 020	5	43 731	4,62	46 920 207 187	3,61	1 072 928
<b>Total</b>	<b>395 812</b>	<b>100</b>	<b>944 525</b>	<b>100</b>	<b>1 299 599 585 235</b>	<b>100</b>	<b>1 375 929</b>

Source : Ministère de l'industrie, Bulletin de la PME n° 40 , mars 2022 et nos propres calculs

### 3.3 Les créations d'emplois dans le cadre du dispositif ANGEM

Entrez le contenu du texte du premier sous sous-titre (Time New Roman, Taille12, Interligne 1,15, Justifier) (Time New Roman, Taille12, Interligne 1,15, Justifier) (Time New Roman, Taille12, Interligne 1,15, Justifier).

2. Cette agence fait suite aux réussites du microcrédit, développé par le Bengladais Muhammed Yunus et récompensé par le prix Nobel de la paix en 2006, dans beaucoup de pays. L'Agence Nationale de Gestion du Microcrédit a été créée en 2004 et cible les populations au chômage et dans la précarité dans les zones urbaines et rurales en favorisant l'auto-emploi, le travail à domicile, les activités artisanales en particulier les populations féminines qui sont d'ailleurs les grandes bénéficiaires de cette formule de soutien à l'entrepreneuriat (63 % des prêts octroyés, au 31 mars 2023, reviennent aux femmes).

**Tableau n°4: Crédits octroyés par secteur d'activité (Cumul de 2005 au 31/12/2021)**

Secteur d'activités	Nombre de prêts octroyés	Part du secteur en %	Montant cumulé des investissements	Part du secteur en %
Agriculture	129 405	13,5	9 063 169 357	13,52
TPI	378 891	39,6	19 561 102 405	39,58
BTP	84 462	8,82	7 591 104 080	8,83
Services	189 270	19,77	17 775 707 023	19,78
<b>Artisanat</b>	<b>168 624</b>	<b>17,61</b>	<b>10 136 421 920</b>	<b>17,62</b>
Commerce	5 435	0,57	1 367 615 285	0,57
Pêche	969	0,10	135 631 739	0,10
Total	957 056	100	65 630 751 806,79	100

Source: Ministère de l'Industrie, Bulletin de la PME n°40, Edition mars 2022 et nos propres calculs

•Le tableau ci-dessus ne donne malheureusement pas le chiffre des emplois créés par secteur mais connaissant le chiffre global de création d'emplois (1 400 069) et sachant qu'en moyenne, **chaque projet crée 1,5 poste d'emploi**, un calcul fait ressortir 252 936 emplois cumulés.

•Sur la base de l'estimation précédente, **le coût moyen de création d'un poste** dans le secteur de l'artisanat dans le cadre du dispositif ANGEM revient à 40 075 DA inférieur au coût moyen de création d'un emploi tous secteurs confondus évalué à **46 877 DA**.

### 3.4. Les créations d'emplois dans l'artisanat dans le cadre du dispositif CNAC

La Caisse Nationale d'Assurance Chômage (CNAC) a été créée en 1994. Elle , aussi, avait pour principale mission d'amortir le choc des licenciements massifs (entre 400 000 et 500 000 travailleurs ont été mis au chômage) de l'ajustement structurel qui démarre la même année en indemnisant les travailleurs licenciés pour des raisons économiques. Depuis 2003, la CNAC a étendu ses activités à l'aide à la création d'activités économiques au profit des travailleurs licenciés, âgés de 35 à 50 ans. Depuis 2011, le programme est ouvert à tous les chômeurs âgés de 30 à 50 ans.

**Tableau n°5: Répartition des projets par secteurs d'activités et impact sur l'emploi  
dans le cadre du dispositif de la CNAC (Données cumulées au 31/12/2021)**

Secteurs d'activités	Nombre de projets	Part du secteur en %	Total financements (en millions de DA)	Part du secteur en financements (en %)	Impact emplois	Coût moyen d'un emploi (en millions de DA)
Agriculture	26 967	18,71	113 700,57	20,50	63 813	1,65
<b>Artisanat</b>	<b>16 659</b>	<b>10,40</b>	<b>55 281,22</b>	<b>9,97</b>	<b>43 092</b>	1,28
BTP	8 946	5,59	37 586,69	6,78	28 455	1,32
Hydraulique	372	0,23	2 627,35	0,47	1 255	2,09
Industrie	12 943	8,08	61 440,17	11,08	37 523	1,63
Maintenance	1 026	0,64	3 314,28	0,60	2 480	1,34
Pêche	626	0,39	4 211,68	0,76	2 231	1,88
Professions libérales	1 771	1,10	7931,51	1,43	3 821	2,08
Services	32 381	20,21	118 229,02	21,31	68 958	1,71
Transport de marchandise	46 124	28,80	120 632,29	21,75	70 053	1,72
Transport de voyageurs	12 347	7,70	29 611,13	5,34	18 712	1,58
Total	160 162	100	554 565,91	100	340 393	1,63

Source: Ministère de l'Industrie, Bulletin de la PME n°40 et nos propres calculs

**Observations:**

- Quel que soit le dispositif d'aide à la création d'entreprise retenu, nous remarquons que l'artisanat est souvent en deuxième position quant aux créations d'emplois.
- Si les nomenclatures retenues pour l'élaboration des statistiques ne sont pas précisées, nous savons que le **secteur des services** qui emploie 60 % de la population employée, renferme une portion importante de **l'artisanat de services**.
- Le coût de création d'un emploi dans le secteur de l'artisanat est le moins élevé par rapport à tous les secteurs. Cette observation peut être être un indicateur quant au choix des secteurs de relance économique en temps de crise où les ressources financières se raréfient et le chômage est souvent en extension.
- Les résultats obtenus par ces différents dispositifs sont en deçà des potentialités si l'on songe aux insuffisances signalées par maintes auteurs (insuffisance de la formation des bénéficiaires dans leurs domaines respectifs et en matière entrepreneuriale, accompagnement et suivis insuffisants, caractère bureaucratique des procédures, mauvaise communication sur les dispositifs, absence de bilans et d'évaluations des impacts, caractère plutôt sociopolitique qu'économique des dispositifs<sup>6</sup>, etc...).

<sup>6</sup> Sur ces dispositifs publics, on peut consulter utilement les articles suivants: Yassine Laib, Rédha\_Benredjem , Évaluation des méthodes de promotion de l'entrepreneuriat en Algérie, Revue des Sciences de Gestion 2017/5-6

#### 4. Conclusion et recommandations finales

- L'artisanat peut constituer un levier pour l'atténuation du problème du chômage dans le cadre d'un nouveau modèle de développement économique basé sur la diversification économique et l'intégration intersectorielle (artisanat-tourisme).
- Dans le cas du secteur de l'artisanat, l'intégration se fera essentiellement avec le secteur du tourisme qui assure les débouchés pour les produits, avec le secteur de la formation professionnelle et de l'apprentissage (à privilégier) et de l'éducation en général qui permettent la formation de la ressource humaine.
- Le développement du secteur nécessite de mettre fin à son nomadisme institutionnel entre les ministères, signe du manque d'intérêt qui lui est accordé par les pouvoirs publics.
- Sur le plan organisationnel, les chambres consulaires (CNAM et CAM) doivent être à l'écoute des adhérents, les artisans, que constituer un prolongement de la bureaucratie étatique et se tourner vers leur vocation économique. Elles doivent organiser la réflexion autour des actions à mener sur les filières, la sauvegarde et la protection des savoir-faire et du patrimoine artisanal.

Le secteur de l'artisanat, compte tenu de son rôle économique mais aussi social et culturel et de fortes potentialités qu'il recèle est prédisposé à jouer un rôle majeur dans les nouvelles stratégies de développement territorialisées.

#### 5. Bibliographie

- ARHAB B. (2010), «Algérie, libérer le potentiel de croissance pour promouvoir l'emploi» In DENIEUL Pierre-Noel & MADOUY Mohamed (sous la direction de ), *Entrepreneurs maghrebins.Terrains en développement*, Rd. Karthala, Paris, pp. 11-31
- DAHMANI M. (2017), « Artisanat et modernité en Kabylie » In H. Ait Sidhoum-Taleb, N. Taleb, Y.Bellache (coord), 2017. *Valorisation du patrimoine traditionnel, formation aux métiers de l'artisanat et développement local*, Ed. CREAD, Alger,
- JÉQUIER Nicolas (1976), *La technologie appropriée. Problèmes et promesses*, Centre de développement de l'OCDE, Paris
- LAIB Yassine, BENREDJEM Rédha (2017), *Évaluation des méthodes de promotion de l'entrepreneuriat en Algérie*, *Revue des Sciences de Gestion* 2017/5-6 (n°287-288)
- Ministère de l'industrie, *Bulletin de la PME n° 40* , mars 2022

---

(n°287-288); Zerizer Maria : « Entrepreneuriat et microfinancement en Algérie », 12ème journée de l'Académie de l'Entrepreneuriat, l'école supérieure algérienne des affaires, mars 2009; Ahouari, Z. (2019). Les jeunes Algériens face à une politique d'emploi démesurée : les programmes d'insertion professionnelle et sociale soutiennent la précarité. *Cahiers de recherche sociologique*, (66-67), 97–118. <https://doi.org/10.7202/1075977ar>

- 
- MUSETTE Mohamed Saib(2014), Les politiques de l'emploi et les programmes actifs du marché du travail en Algérie, Rapport pour l'ETF, Fondation Européenne pour la formation, 2014
  - ONS (2019). Activité, emploi et chômage n°879
  - PIORE M. et SABEL Ch.(1984), *The second industrial divide: possibilities for prosperity*, Basic Books, New York. Traduction française sous le titre: «*Les chemins de la prospérité. De la production de masse à la spécialisation souple* », Ed. Hachette, Paris, 1989
  - PONDER C.S ( 2010) . The Post-Industrial Artisan Economy, Master's Thesis in Economic History, Lund University.
  - TALEB N. (2013) , Espace rural et développement local. Dynamique de localisation des entreprises industrielles dans le milieu rural Bejaoui, Thèse de Doctorat, Université Abderrahmane Mira-Bejaia, juillet.
  - TALEB N.(2017). « Artisanat et développement économique en Algérie : une rétrospective historique » In H. Ait Sidhoum-Taleb, N. Taleb, Y. Bellache (coord), 2017. Valorisation du patrimoine traditionnel, formation aux métiers de l'artisanat et développement local, Ed. CREAD, Alger -
  - TEHAMI A.(1979) , Analyse de la politique industrielle de l'Algérie : problématique des industries locales, Cahiers de l'aménagement de l'espace n°7, juillet-septembre, ONRS, pp. 121-134
  - TEHAMI A.(1979), Le programme algérien des « industries locales » : introduction d'une technologie légère dans la stratégie d'un développement économique, Ed. OPU/SNED, Alger
  - ZERIZER Maria (2009), « Entrepreneuriat et micro-financement en Algérie », 12ème journée de l'Académie de l'Entrepreneuriat, l'école supérieure algérienne des affaires, mars - Ahouari, Z. (2019). Les jeunes Algériens face à une politique d'emploi démesurée : les programmes d'insertion professionnelle et sociale soutiennent la précarité. *Cahiers de recherche sociologique*, (66-67), 97-118. <https://doi.org/10.7202/1075977ar>
  - **Sites internet consultés**
  - <https://www.artisanat.fr/lartisanat/un-secteur-cle-de-leconomie>